L’UE critique le processus du référendum constitutionnel au Burundi

Conseil de l'Union europÃ©enne,Â 08/05/2018 DÃ©claration de la Haute ReprÃ©sentante Federica Mogherini au nom de l'Union europÃ©enne sur la situation au Burundi en amont du rÃ©fÃ©rendum constitutionnel CommuniquÃ© de presse 245/18 - Affaires Ã©trangÃ¨res et relations internationales Les autoritÃ©s burundaises ont lancÃ© la derniÃ¨re phase prÃ©paratoire au rÃ©fÃ©rendum constitutionnel prÃ©vu le 17 mai 2018. Ce processus a lieu dans un climat persistant d'intimidation et de rÃ©pression et est marquÃ© par l'absence d'approche consensuelle entre les diffÃ©rents groupes sociÃ©taux et politiques du Burundi.

Le manque d'information officielle publique sur les Ã©lÃ©ments clÃ© du projet de Constitution et le contrÃ´le Ã©troit des journalistes et des mÃ©dias risquent de compromettre davantage ce processus. A cet Ã©gard l'UE dÃ©plore la rÃ©cente suspension des radios VoA et BBC. L'Union europÃ©enne (UE) regrette la nature non-inclusive de cette phase prÃ©paratoire et s'associe pleinement Ã l'appel de l'Union africaine Ã Â«initier toutes les rÃ©formes constitutionnelles Ã travers un large consensus national de toutes les parties prenantes en questionÂ». Le processus actuel va Ã contre-courant des efforts en cours de mÃ©diation et de facilitation d'un dialogue politique inclusif inter-burundais portÃ©s par la CommunautÃ© d'Afrique de l'Est et l'Union africaine et pleinement soutenus par l'UE. Lâ€™UE reste vivement prÃ©occupÃ©e par la situation des droits humains au Burundi qui nuit Ã toute initiative de rÃ©conciliation, de paix et de justice. Elle relÃ¨ve en particulier, la persistance dâ€™exÃ©cutions extrajudiciaires et d'arrestations arbitraires, y compris de dÃ©fenseurs des droits humains comme Germain Rukuki qui est menacÃ© par un verdict aussi arbitraire que sÃ©vÃ¨re, et l'absence dâ€™espace politique et restrictions aux libertÃ©s d'expression et d'association. A cet Ã©gard, la mise en Å“uvre des deux RÃ©solutions de la 36Ã¨me session du Conseil des droits de l'homme Ã GenÃ¨ve reste une prioritÃ© politique. L'UE, en tant que garant, appelle les autoritÃ©s burundaises Ã respecter l'esprit et la lettre des Accords de paix d'Arusha, dont les dispositions ont servi de base pour le transfert pacifique du pouvoir au Burundi et qui ont promu la paix et la stabilitÃ© dans la rÃ©gion. Dans la poursuite de ses efforts en soutien d'un dialogue inclusif, seul processus viable en vue dâ€™un rÃ¨glement politique durable au Burundi, l'UE continuera de se coordonner Ã©troitement avec ses principaux partenaires internationaux, en particulier la CommunautÃ© d'Afrique de l'Est, l'Union africaine, l'ONU et son EnvoyÃ© spÃ©cial, ainsi que l'Office du HCDH au Burundi.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});